



### NICOLA BONUCCI

Directeur des affaires juridiques et  
Coordonnateur de l'adhésion



[legal@oecd.org](mailto:legal@oecd.org)



[www.oecd.org/fr/juridique](http://www.oecd.org/fr/juridique)

« Dans un contexte de tension croissante entre une économie mondialisée et des cadres juridiques qui sont souvent restés ancrés au niveau territorial, l'établissement de règles communes n'est pas seulement souhaitable, il est impératif. »

## Direction des affaires juridiques

La **Direction des affaires juridiques (LEG)** formule des conseils sur les aspects juridiques, institutionnels et procéduraux des activités de l'OCDE, et accompagne les directions dans l'élaboration de leurs résultats. Elle représente l'Organisation en justice et fournit un soutien juridique en matière de contrats, d'accords de coopération ou de financement, de propriété intellectuelle, et de réformes portant sur les ressources financières ou humaines.

La Direction apporte son concours à l'examen du processus d'élaboration des normes visant à garantir la pertinence et l'efficacité des normes de l'OCDE en vigueur. L'exercice consiste à concevoir des outils permettant d'actualiser les normes selon les évolutions du contexte de l'action publique, à améliorer la mesure de la mise en œuvre et de l'impact de celles-ci, et à étendre leur portée à l'échelle mondiale.

En 2018, la Direction a également contribué à l'élaboration de nouvelles normes sur des thématiques telles que le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables, le financement et les crédits à l'exportation durables, le renforcement des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat, et les manifestations internationales et le développement local. Elle continue de représenter l'OCDE en matière de lutte contre la corruption, notamment dans le Groupe de travail du G20 sur la lutte contre la corruption.

La Direction coordonne également les négociations d'adhésion et a supervisé en 2018 la conclusion heureuse du processus d'adhésion de la Colombie et de la Lituanie. Tout au long de 2018, elle a continué à coordonner les discussions d'adhésion menées avec le Costa Rica, et a assuré un soutien juridique significatif concernant l'adhésion des partenaires aux normes de l'OCDE et leur participation aux organes de l'Organisation.

Enfin, la Direction participe activement à un large éventail de projets de réforme interne. Ces projets vont d'un nouveau cadre d'emploi applicable aux agents, au renforcement de la protection des données personnelles dans l'ensemble des activités de l'OCDE. ■



Extrait de :  
**Secretary-General's Report to Ministers 2019**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/d4b4a55c-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2019), « Direction des affaires juridiques », dans *Secretary-General's Report to Ministers 2019*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/f9117a78-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.